Gilles MOINDROT

Secrétaire général du SNUipp

A Monsieur François FILLON, Premier Ministre

Hôtel de Matignon 57 rue de Varenne 75700 Paris

Paris, le 6 mai 2008

Monsieur le Premier ministre,

J'ai l'honneur d'attirer votre attention, au nom des organisations soussignées*, sur la qualité du dialogue mis en place dans l'Education Nationale.

Le Président de la République vient d'affirmer dans une tribune publiée dans le journal Le Monde sa volonté de « s'appuyer sur le dialogue social pour conduire les réformes » et a rappelé : « Notre histoire sociale est suffisamment jalonnée de projets menés à la hussarde, sans concertation, et qui se sont soldés par de retentissants échecs, pour qu'on en finisse une bonne fois pour toutes avec l'idée d'un Etat qui serait seul à même de savoir ce qui est bon pour notre pays ».

C'est pourtant l'absence totale de dialogue avec les syndicats enseignants, les fédérations de parents d'élèves, les mouvements pédagogiques et les associations péri-éducatives qui marque la méthode employée par le ministre de l'Éducation Nationale pour élaborer le projet de programmes de l'école primaire.

Comment comprendre, par exemple, que vous souhaitiez « l'existence de syndicats forts et représentatifs » et que les organisations syndicales du premier degré qui représentent plus de 85% des voix aux élections professionnelles soient écartées de toute discussion approfondie au sujet des programmes d'enseignement?

Comment comprendre que les associations de professionnels, les mouvements pédagogiques, les fédérations de parents d'élèves et les associations péri-éducatives, engagés dans la réflexion et la transformation de l'école soient évincés de la même façon ?

Comment comprendre que l'engagement des enseignants au travers des 50.000 consultations et des 1100 synthèses ne puissent faire l'objet d'aucune rencontre pour un échange constructif ? D'autant que l'analyse des éléments de cette consultation proposée par le ministère ne comporte qu'un seul angle de vue. S'il en restait là, le ministère de l'Education nationale priverait l'école de la richesse des remarques et de l'importance du travail des enseignants des écoles.

C'est pourquoi nous faisons appel à vous, Monsieur le Premier Ministre, pour que s'engage le temps d'une concertation approfondie sur la politique éducative et notamment sur le projet de programme de l'école primaire, qui corresponde à la nécessité d'un dialogue fructueux pour l'école et l'avenir des élèves.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier ministre, l'expression de nos sentiments respectueux.

Pour l'ensemble des organisations,

Gilles Moindrot

^{*} AFEF (Association Française des Enseignants de Français) - AGEEM (Association Générale des enseignants des Ecoles Maternelles publiques) - AIRDF (Association Internationale pour la Recherche en Didactique du Français) - CEMEA (Centres d'Entrainement aux Méthodes d'Education Active) - CRAP (Cercles de Réflexion et d'Action Pédagogiques - Cahiers Pédagogiques) - FCPE (Fédération des Conseils de Parents d'Elèves) - FGPEP (Fédération générale des Pupilles de l'Ecole Publique) - FOEVEN (Fédération des Oeuvres Educatives et de Vacances de l'Education Nationale) - FRANCAS - GFEN (Groupe Français d'Education Nouvelle) - ICEM (Institut Coopératif de l'Ecole Moderne Pédagogie Freinet) - J.P.A. (Jeunesse au Plein Air) - Ligue de l'enseignement et USEP (Union Sportive de l'Enseignement du Premier degré) - OCCE (Office Central de la Coopération à l'Ecole) - SE-UNSA (Syndicat des Enseignants) - SGEN-CFDT (Syndicat Général de l'Education Nationale) - SNUipp-FSU (Syndicat National Unitaire des Instituteurs et Professeurs des Ecoles) - SI-EN-UNSA (Syndicat des inspecteurs de l'Education Nationale) - SNPI-FSU (Syndicat des personnels d'inspection de l'Education Nationale)